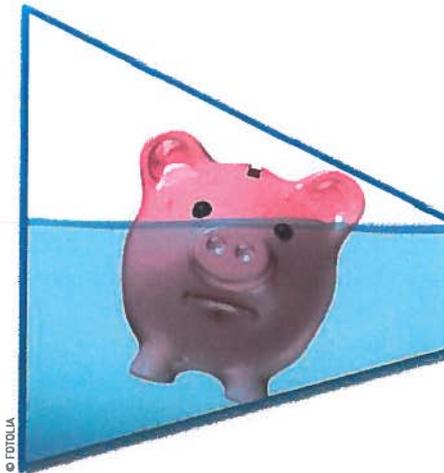


## Désindustrialisation agricole

# Va-t-on réagir nom d'un chien !

Après nos industries, veut-on perdre aussi notre agriculture ? Sans sombrer dans le catastrophisme ambiant, soyons réalistes : l'élevage reste en alerte rouge. La désindustrialisation agricole est une réalité.

PAR PIERRE BOITEAU // pboiteau@terre-net-media.fr



### Des chiffres alarmants

La France importe 44 % des poulets consommés sur son territoire, contre 8 % en 1990. Et produit deux millions de porcs de moins qu'en 2010. En vingt ans, les effectifs de bovins ont baissé de 20 %. Ceux d'ovins de 31 %. Notre pays n'honore plus son quota laitier, le prix du lait est inférieur à son niveau de 2010 alors que les prix des aliments ont augmenté de 37 % ! En dix ans, le nombre d'exploitations laitières françaises a diminué de 38 % pour atteindre le chiffre de 72.328 en 2011. Pas évident de continuer un métier quand on ne peut pas en vivre normalement. A

ne pas vouloir rémunérer les éleveurs au juste prix, les industries et la distribution se rendent-elles compte qu'elles courent elles-mêmes à leur perte ?

Chacun découvre, ou va découvrir, mais un peu tard que les productions animales et la transformation agroalimentaire sont **délocalisables**. Toute la filière est impactée. Des abattoirs continuent de mettre la clé sous la porte. Les suppressions de postes et fermetures d'industries agroalimentaires se poursuivent. Avec des retombées sur l'emploi, l'économie et la vie locale. ●

### Nous nous freinons nous-mêmes !

Nos terres, notre climat, nos savoir-faire, nos traditions, qui font la qualité de notre agriculture, ne nous empêchent pas d'être fragiles. Allons-nous laisser ce secteur d'excellence nous échapper, comme le textile ou la sidérurgie ? Eux aussi ont longtemps misé sur la qualité réelle des produits français.

Mais l'excellence ne suffit pas à elle seule dans la durée. Bien au contraire, puisque nous nous imposons nous-mêmes des contraintes sources de distorsions sociales,

fiscales et environnementales qui nous pénalisent ! Nous sabordons nos propres atouts. Nous risquons de faire décliner un secteur économique, qui pourrait être de plus en plus exportateur et créateur d'activité pour la France.

Devra-t-on importer davantage notre alimentation ? La **désindustrialisation** tant dénoncée se poursuit et l'élevage en fait les frais. Il y a un moment où, comme pour le charbon, le textile, les chantiers navals ou la sidérurgie, le retour en arrière ne sera plus possible. ●



### Vous voulez réagir ?

Retrouvez Pierre Boiteau sur Facebook : <http://www.facebook.com/pierre.boiteauterrenetmedia>.  
Twitter : @PBTerrenetMedia, Google+ : <https://plus.google.com/u/0/111407470731866092791> ou contactez-nous par mail à [redaction@terre-net.fr](mailto:redaction@terre-net.fr)

### Passer aux actes

Les uns après les autres, les syndicats dénoncent le péril qui menace l'élevage. Et à chaque fois ou presque, les pouvoirs politiques et économiques font preuve d'écoute. Ils affichent régulièrement leur volonté d'améliorer la situation. Mais qu'est-ce qui a changé depuis la grève du lait ? Pas grand-chose puisque les chiffres se dégradent (cf. ci-dessus).

N'y a-t-il donc personne pour mener la barque ? Politiciens et économistes vont-ils

se réveiller et transformer leurs belles paroles en actes concrets ? Les agriculteurs vont-ils être capables de l'unité nécessaire ? Pourvu que oui. Mais vite car bientôt il sera trop tard. La délocalisation aura fait son œuvre. Nos éleveurs et nos entreprises d'abattage et de transformation ne reviendront pas par magie. Et ceux qui se plaignent aujourd'hui de la **désindustrialisation** tiendront demain les mêmes discours sur l'agriculture et nos savoir-faire perdus. ●

